

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Saône et Loire

Subdivision : 71M

Nom de l'inspecteur : R. MORGE

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 13/04/2010

Date de l'inspection : 20/04/2010

Type d'inspection :

☒ approfondie

ou ☐ courante

ou ☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou ☒ annoncée

☒ planifiée

ou ☐ circonstancielle

motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées

Société : Société PHILICOT

Commune : Chagny

Activité : Fabrication d'aliments pour bétail

AUTORISATION

Priorité : autre

Liste des installations inspectées : Établissement

Thème : Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation et aux arrêtés ministériels réglementant les installations soumises à déclaration

Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 22 juin 1999 - Arrêté ministériel du 28 décembre 2007 réglementant les installations soumises à déclaration (rubrique 2160 : Silos)

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. NICOT Émile - Directeur

M. RODIER - Responsable Investissement

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

La société Philicot est spécialisée dans la fabrication d'aliments du bétail. Elle produit 500 à 800 tonnes d'aliments par jour.

L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement date du 22 juin 1999. Les activités n'ont pas évolué depuis cette date. Quatre boisseaux supplémentaires de moins de 150 m<sup>3</sup> ont été installés pour le chargement des camions. La puissance installée des installations est passée de 750 kw à 1000 kw environ suite à l'installation d'une nouvelle presse. **Il est rappelé à l'exploitant que les modifications des installations doivent faire l'objet d'une information au Préfet.**

Le classement de l'établissement a évolué en raison essentiellement des modifications de la nomenclature des installations classées. Le stockage de GO (une cuve aérienne compartimentée de 35 et 5 m<sup>3</sup>) n'est plus classable. La chaufferie (gaz) comporte deux chaudières dont une en secours. La puissance du brûleur de la chaudière principale est modulable de 400 à 2250 kw. La chaufferie pourrait être soumise à déclaration. **Il est demandé à l'exploitant de vérifier la puissance thermique maximale de la chaufferie et, si cette puissance est supérieure à 2 kw, de faire une déclaration au préfet.**

**Dans tous les cas, l'exploitant confirmera à l'inspection son classement au titre des rubriques 2160 et 2260 avec les capacités correspondantes.**

**La capacité de production d'aliments du bétail est supérieure à 300 t/j, l'exploitant devra établir un bilan de fonctionnement avant fin 2010.**

Globalement, les installations sont entretenues, des travaux de réfection des voiries et parkings ont été réalisés tout récemment, les réseaux d'évacuation des eaux pluviales ont été refaits à cette occasion (deux points de rejet équipés de déboureur séparateur d'hydrocarbures). Toutefois, l'inspection a mis en évidence des non-conformités et observations qu'il convient de traiter.

Ces non-conformités et observations sont détaillées ci-après.

## Non-conformités

- Article 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux  
Les réservoirs de mélasse et les divers fûts et récipients de produits liquides ne disposent pas de rétentions.  
L'exploitant devra mettre en place une rétention autour des réservoirs de mélasse.  
Il devra également placer sur rétention tous les récipients de produits susceptibles de créer une pollution.
- Article 30.2 - Installations électriques  
Le rapport de l'organisme de contrôle fait apparaître de nombreuses remarques dont certaines déjà formulées.  
Il est demandé à l'exploitant d'améliorer l'état de ses installations électriques et de mettre en place un suivi formalisé des actions correctives effectuées.
- Article 34 de l'arrêté préfectoral et point 4-1 de l'annexe 1 de l'AM "silos" - Zones de dangers  
Il est demandé à l'exploitant de définir les zones de dangers et les zones ATEX, de signaler ces zones et d'établir le plan correspondant.
- Article 32.4 - Plan d'intervention  
Le plan d'intervention est à mettre en place.

## Observations

- Article 11.2 - Réseaux  
L'exploitant vérifiera que le raccordement au réseau d'eau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnection. En cas d'absence de ce dispositif, il le mettra en place.
- Article 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux  
L'aire de déchargement du véhicule citerne approvisionnant la citerne de GO n'est pas étanche et ne dispose pas de rétentions. L'exploitant devra aménager une aire de déchargement répondant aux dispositions de l'article.  
Les 2 vannes de sectionnement placées sur les réseaux d'eau pluviale avant rejet sont situées dans des regards difficiles d'accès (couvercle métallique de voirie). L'exploitant veillera à faciliter l'accès à ces vannes.
- Article 22.3 - Bruit - Contrôle périodique  
Le contrôle du niveau sonore de l'établissement est à faire.
- Article 28.1 - Risque foudre  
L'analyse du risque foudre (ARF) imposée par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 est à faire (devis établi).
- Point 4-4 de l'annexe 1 de l'AM "silos" - Prévention des incendies et explosion  
Le rapport fourni par l'organisme devra répondre au point 4.4 de l'annexe de l'AM du 28/12/07.
- Article 32.3 - Consignes et permis de feu  
Il appartient à l'exploitant d'établir les consignes conformément à l'article 32.3 de l'arrêté préfectoral et aux articles 3.7 (consignes d'exploitation) et 4.7 (consignes de sécurité) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 28/12/07 (silos).  
Il est rappelé à l'exploitant que suite à permis de feu, le chantier doit faire l'objet d'une vérification tracée formellement (point 4.6 de l'annexe 1 de l'AM du 28/12/07).
- Article 32.5 - Moyens matériels et humains  
L'exploitant veillera au dégagement de la voie d'accès au bief destinée aux pompiers (présence de matériels stockés sur cette voie).  
L'équipe de première intervention est à mettre en place formellement.
- Article 34 - Enregistrement  
L'exploitant doit établir et tenir à jour :
  - le plan des zones de dangers
  - le registre des incidents accidents
  - le plan d'intervention
  - le registre des consignes.

**Suites envisagées :**

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les non-conformités et observations relevées lors de l'inspection.  
Des suites sont proposées au préfet.

**Liste des documents établis suite à la visite :**

Transmission au Préfet  
Tableau des constats  
Lettre à l'exploitant

Dijon, le 27 AVR. 2010

L'inspecteur des installations classées,



Rémi MORGE

